

Addendum à l'enquête Eurobaromètre spécial 527 «Perceptions de l'équité de la transition verte»

Pierre Dieumegard, 20 janvier 2023

Les enquêtes Eurobaromètre sont une mine d'informations sur l'opinion publique des Européens: des dizaines de milliers de répondants, de tous les sexes, âges, niveaux d'éducation et de richesse, et dans tous les pays.

Les rapports de ces enquêtes souffrent de deux défauts majeurs.

1) **Ils ne sont pas disponibles dans toutes les langues officielles de l'UE:** très souvent seulement en anglais, parfois aussi en français et en allemand. Le site web www.europokune.eu est conçu pour fournir à tous les citoyens de l'UE ces rapports dans leur propre langue.

2) **Ils présentent les résultats par pays ou par groupe social (sexe, âge, niveau de vie, lieu de vie...), mais sans établir de relation.** Nous ne pouvons donc pas voir quels facteurs déterminent la diversité des opinions. Tel est l'objet du présent document: relier, sur les mêmes graphiques, les opinions des groupes sociaux et des groupes nationaux, pour montrer la proximité et la divergence de ces groupes. Il peut être considéré comme un exemple, et les conclusions tirées de celui-ci peuvent être similaires à partir d'un grand nombre d'autres études Eurobaromètre.

Le thème de l'enquête Eurobaromètre spécial 527 est important pour tous les habitants de l'UE. La transition écologique peut, peut-être, nous permettre de lutter contre le changement climatique. Si cette transition est acceptable pour tous, elle doit être équitable, c'est-à-dire qu'elle ne favorise pas certains groupes aux dépens d'autres groupes.

Pour qu'une transition écologique soit couronnée de succès, d'une part, les personnes concernées doivent être conscientes du risque du changement climatique et de leur responsabilité dans ce phénomène. D'autre part, ces personnes doivent être plus ou moins d'accord avec les mesures à prendre, l'Union européenne étant une structure politique censée être démocratique.

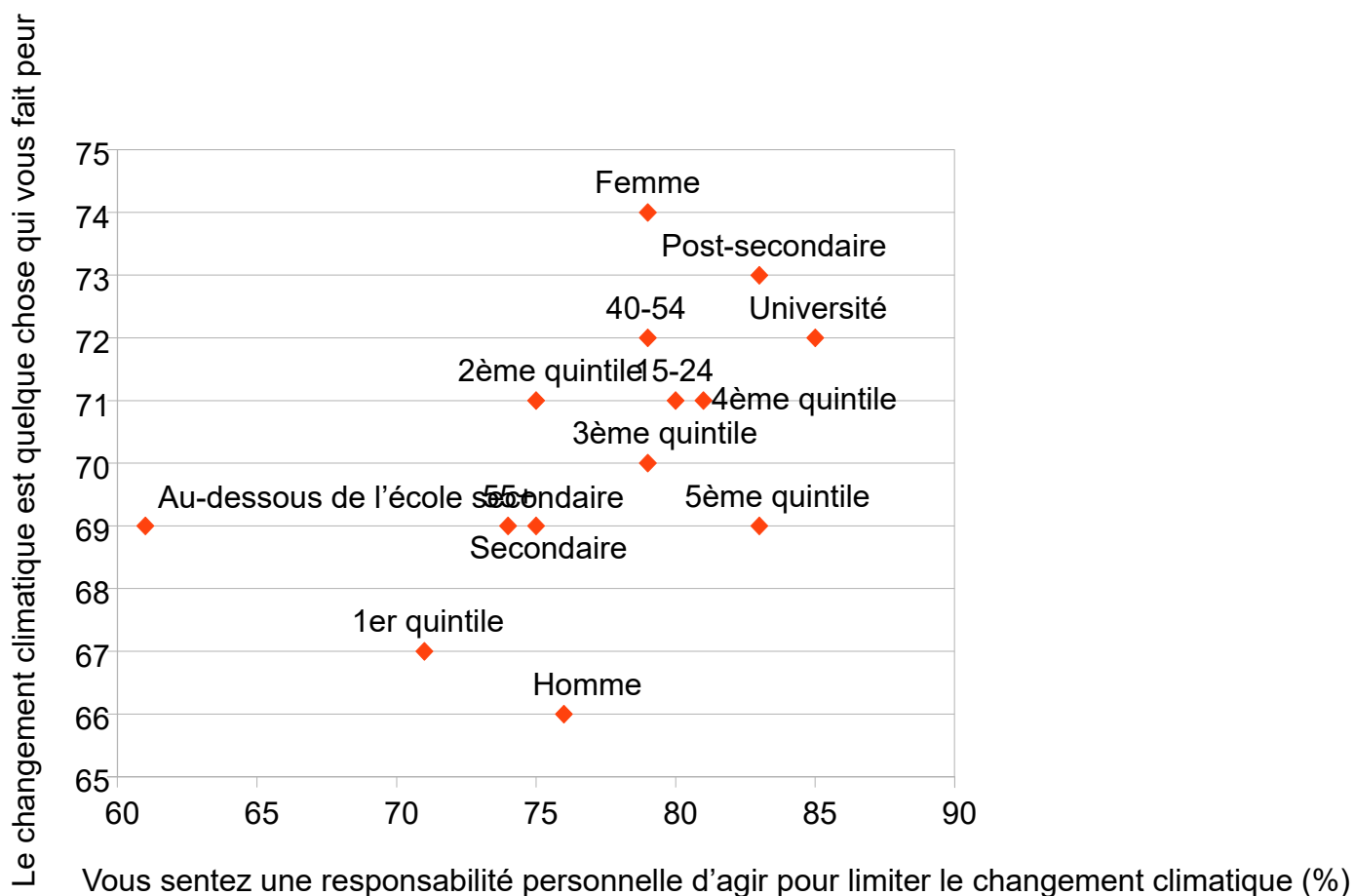
Belgique	BE	Lituanie	LT
Bulgarie	BG	Luxembourg	LU
Tchéquie	CZ	Hongrie	HU
Danemark	DK	Malte	MT
Allemagne	DE	Pays-Bas	NL
Estonie	EE	Autriche	AT
Irlande	IE	Pologne	PL
Grèce	EL	Portugal	PT
Espagne	ES	Roumanie	RO
France	FR	Slovénie	SI
Croatie	HR	Slovaquie	SK
Italie	IT	Finlande	FI
République de Chypre	CY*	Suède	SE
Lettonie	LV		
Union européenne — moyenne pondérée pour les 27 États membres			EU27
BE, FR, IT, LU, DE, AT, ES, PT, IE, NL, FI, EL, EE, SI, CY, MT, SK, LV, LT			zone euro
BG, CZ, DK, HR, HU, PL, RO, SE			hors zone euro
* Chypre dans son ensemble est l'un des 27 États membres de l'Union européenne. Toutefois, l' <i>acquis communautaire</i> a été suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seules les interviews menées dans la partie du pays contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre sont incluses dans la catégorie «CY» et dans la moyenne de l'EU-27.			

La perception du changement climatique et notre responsabilité à l'égard de ce phénomène.

C'est l'objet de la première question de l'enquête, question 1 : « Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les affirmations: «Vous ressentez personnellement la responsabilité d'essayer de réduire le changement climatique», et «le changement climatique est quelque chose qui vous effraie».

Afin de ne pas encombrer les graphiques suivants, seuls quelques groupes sociaux ont été conservés: le sexe, l'âge, le niveau de revenu (le premier quintile est composé des personnes les plus pauvres, le cinquième quintile est composé des personnes les plus riches) et l'éducation. Comme indiqué dans le rapport, la majorité des citoyens de l'UE sont conscients du problème du changement climatique: environ les trois quarts sont inquiets et ressentent une certaine responsabilité personnelle pour le problème.

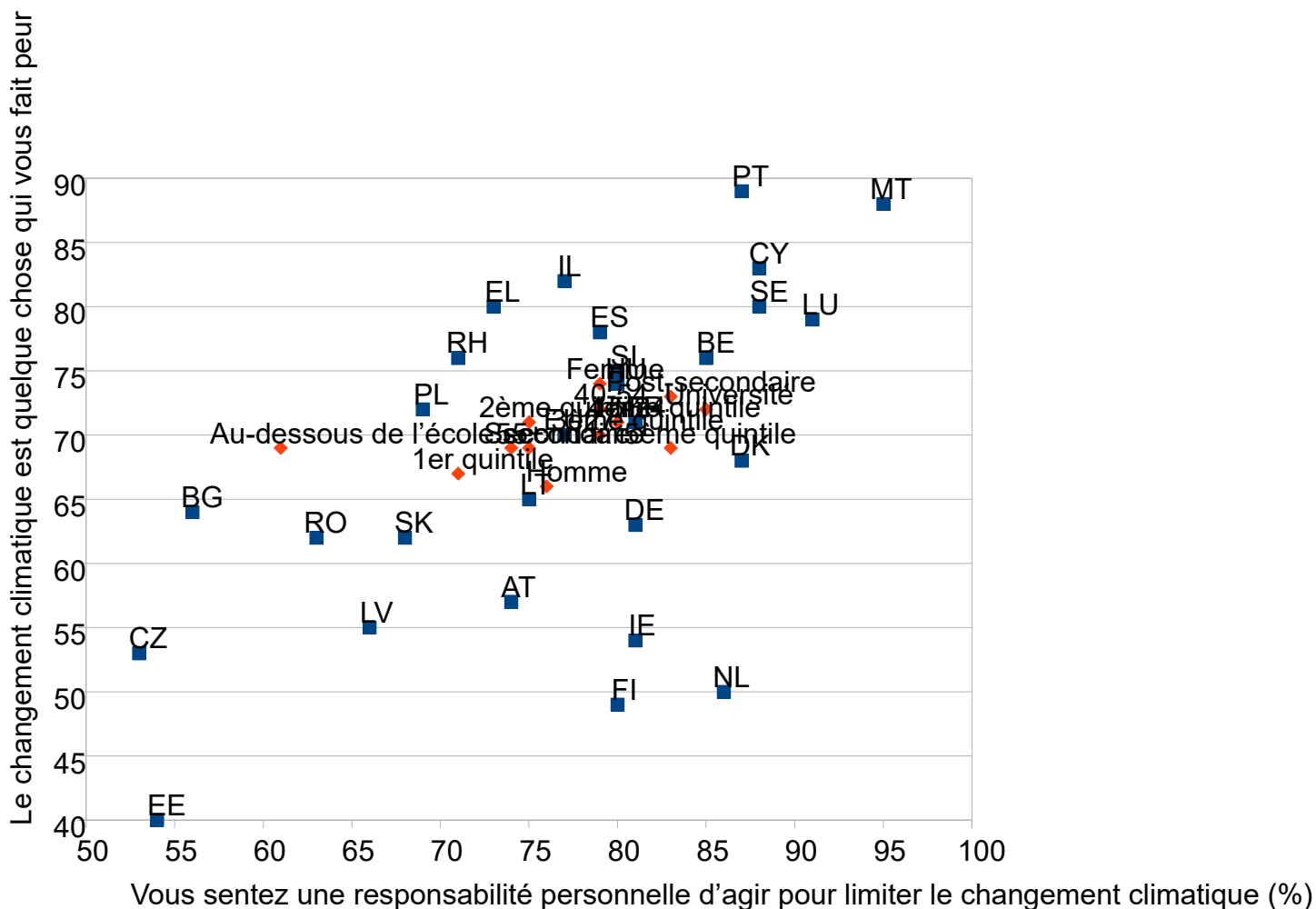
Le rapport ne montre pas de graphique pour l'étude sociodémographique, et les lecteurs doivent examiner les valeurs numériques des tableaux pour voir les différences entre les groupes sociaux. Le graphique ci-dessous permet de visualiser ces opinions plus clairement.



Les femmes sont plus préoccupées par le changement climatique que les hommes. Il montre également que les personnes ayant des études supérieures et des revenus élevés ressentent une responsabilité personnelle, contrairement à celles qui ont un faible niveau d'éducation et de faible revenu. Chacun pourra l'interpréter selon ses convictions philosophiques et politiques.

Nous constatons également qu'il existe une petite corrélation entre les réponses aux deux questions: ceux qui s'inquiètent du changement climatique sont aussi ceux qui ressentent une certaine responsabilité.

Il est intellectuellement intéressant, mais n'a guère d'importance dans la pratique, car tous ces groupes sociaux ont peu de différences d'opinions: ils ont encore environ 70 % d'accord. Le taux d'anxiété des femmes n'est que de 10 % supérieur à celui des hommes, et les diplômés de l'enseignement supérieur ne sont que 25 % plus responsables que les non-diplômés. Les grandes différences sont entre les populations des différents pays lorsqu'elles sont placées sur le même graphique.



Les différences entre les groupes nationaux sont beaucoup plus importantes. Les Portugais et les Maltais sont concernés à 90 %, alors que seuls 40 % des Estoniens sont concernés: C'est plus que double. Les Maltais et les Luxembourgeois se sentent responsables de 90 %, alors que seulement la moitié des Tchèques, des Estoniens ou des Bulgares en sont responsables. On peut donc constater que les différences entre les groupes sociaux sont faibles par rapport aux différences entre les groupes ethniques.

Quelles sont les décisions à prendre pour une transition écologique efficace?

Vers la fin du rapport, nous voyons les réponses à QA16 «QA16. Dans quelle mesure êtes-vous pour ou contre les politiques suivantes dans [Notre PAYS] pour limiter le changement climatique d'une manière qui soit inclusive et équitable et ne laisse personne de côté?

16.1 Accroître les investissements de [Notre PAYS] dans les infrastructures de transport public (par exemple, les trains, les autobus);

16.2 taxer les produits et services qui contribuent le plus au changement climatique et redistribuer les revenus aux ménages les plus pauvres et les plus vulnérables;

16.3 Attribuer un quota d'énergie à chaque citoyen afin que chacun fasse sa part équitable dans la lutte contre le changement climatique;

16.4 Subventionner les personnes pour aider à rendre leur logement plus économe en énergie, en particulier les personnes les plus pauvres et les ménages les plus vulnérables (isolation, chauffage et refroidissement propres, unités de production d'énergie, etc.);

16.5 Encourager les entreprises privées, au moyen de règles et d'incitations, à (1) réduire leurs émissions plus rapidement, 2) à passer à des méthodes de production plus économes en énergie, 3) à adopter des processus plus circulaires et durables et 4) à recycler leur main-d'œuvre au besoin.

La proposition 1 concerne les investissements collectifs: les réponses sont généralement positives, sans grandes différences entre les groupes (écart type entre tous les groupes: 3,4). S'il y a de l'argent, tout le monde accepte de le dépenser pour la communauté.

De même, la proposition 4 a reçu beaucoup de soutien: en ce qui concerne les subventions, l'accord est assez général (écart type 3,7).

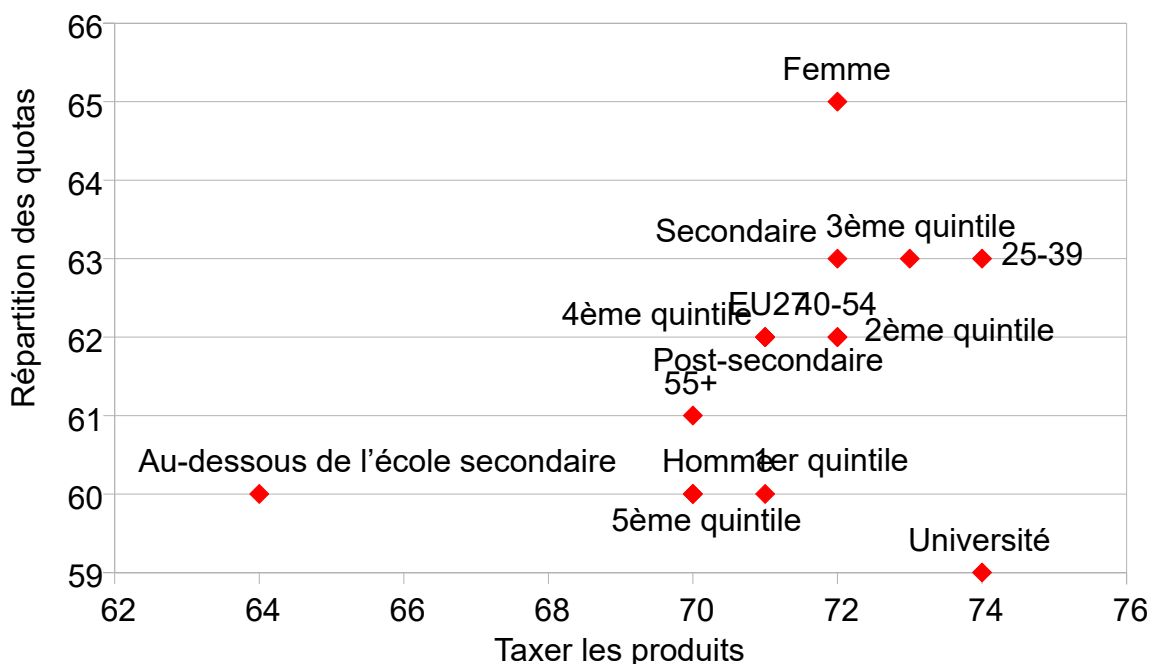
La proposition 5 concerne les entreprises et non les personnes interrogées: là aussi, il y a un consensus (écart type 4,15)

Par contre, la proposition 2 est celle d'un impôt que les contribuables devront payer. C'est plus douloureux, et les opinions sont beaucoup plus divergentes (écart type 5:7).

Et la proposition 3 est encore plus conflictuelle: L'attribution d'un quota à chaque individu est l'équivalent des tickets de rationnement. Qui décidera pour moi de l'énergie que j'aurai le droit de consommer? Il n'est pas surprenant que les avis soient très différents (écart type 8.8).

Pour ces deux dernières propositions très divergentes, nous verrons comment les opinions des groupes nationaux et des groupes sociodémographiques sont divisées.

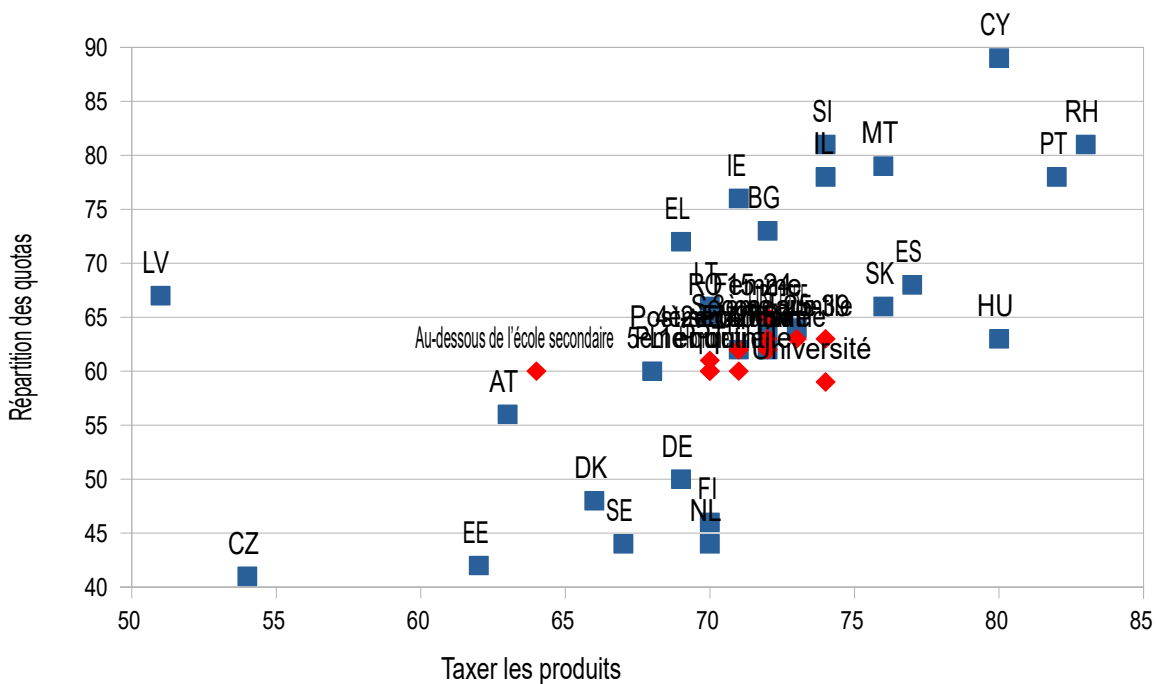
Groupes sociodémographiques



On voit que les femmes et les jeunes sont un peu plus favorables à l'attribution des quotas que les hommes et les anciens, que les diplômés sont un peu plus favorables aux impôts que les non-diplômés, mais ce n'est pas très clair: la différence entre les groupes les plus extrêmes ne dépasse pas 10 à 15 points de pourcentage.

Groupes nationaux

Lorsque les points de vue des différents groupes nationaux sont placés sur le même graphique, l'écart est beaucoup plus grand.



On peut voir que l'écart entre les pays est beaucoup plus grand: 35 à 50 points de pourcentage entre les groupes les plus extrêmes. Il y a aussi une corrélation: les pays favorables à la taxation sont également plutôt favorables aux quotas énergétiques par personne. Les pays ayant une opinion coercitive (en haut à droite du graphique) sont plutôt les pays du sud de l'Europe, tandis que les pays ayant une opinion libérale, et qui ne veulent ni quotas ni taxation (en bas à gauche du graphique) sont plutôt les pays d'Europe du Nord et du Centre.

Conclusion: difficultés d'organisation d'une politique européenne cohérente

Bien sûr, il serait souhaitable que la même politique énergétique soit suivie dans l'ensemble de l'UE, plutôt que dans diverses politiques nationales, mais les gouvernements doivent suivre leur point de vue national pour être réélus.

Pour l'instant, il n'y a pas d'opinion publique européenne: il n'y a que l'opinion allemande, l'opinion française, l'opinion polonaise, etc. Pour qu'une opinion publique européenne émerge un jour, l'information et les opinions devraient circuler plus librement d'un pays à l'autre. Pour pouvoir prendre ensemble des décisions sur notre avenir commun, nous avons besoin d'un débat démocratique au niveau de l'Union.

Et pour un tel débat, il faudrait un langage commun. Un tel langage devrait être facile, précis et équitable, en ce sens qu'il ne favoriserait pas un groupe national ou un autre. La meilleure langue commune serait l'espéranto.